

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 28 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1986	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 188

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

1662. Κύρωση Συμφωνίας για τις οδικές μεταφορές επιβατών και εμπορευμάτων και του πρόσθετου σ' αυτή Πρωτοκόλλου μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου. 1

1663. Κύρωση των Συμφωνημένων Πρακτικών για την ανάπτυξη και περαιτέρω προώθηση της οικονομικής, τεχνικής, μορφωτικής και επιστημονικής συνεργασίας μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Σοσιαλιστικής Λαϊκής Λιβυκής Αραβικής Τζαμαχιρίας. 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1662

Κύρωση Συμφωνίας για τις οδικές μεταφορές επιβατών και εμπορευμάτων και του πρόσθετου σ' αυτή Πρωτοκόλλου μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Συμφωνία για τις οδικές μεταφορές επιβατών και εμπορευμάτων μετά του πρόσθετου σ' αυτήν Πρωτοκόλλου, που υπογράφτηκαν στο Λουξεμβούργο στις 18 Οκτωβρίου 1984 μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, των οποίων το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική, έχει ως εξής:

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE HELLENIQUE ET LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG SUR LES TRANSPORT ROUTIERS DE VOYAGEURS ET DE MARCHANDISES

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, animés du désir de faciliter les transports routiers de voyageurs et de marchandises effectués entre la Grèce et le Luxembourg, ainsi que le transit par leurs territoires respectifs,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I
Champs d'application et définitions

Article 1er

Le présent Accord s'applique au transport international de voyageurs et de marchandises entre la Grèce et le Luxembourg, ainsi qu'au trafic en transit à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, assurés

a) par des entreprises de transport, domiciliées sur le territoire de l'une des Parties contractantes et autorisées, conformément aux loix nationales en la matière, à transporter des voyageurs ou des marchandises par véhicules routiers, pour compte d'autrui ou pour compte propre,

b) au moyen de véhicules immatriculés dans l'une des deux Parties contractantes.

Le terme de «véhicule de transport de voyageurs» désigne tout véhicule automobile qui, d'après son type de construction et son équipement, est apte à transporter plus de 9 personnes –le conducteur compris– et est destiné à cet effet.

Le terme de «véhicule de transport de marchandises» désigne tout véhicule automobile construit pour être utilisé pour le transport routier de marchandises. Pour les fins du présent Accord, le terme de «véhicule» désigne un véhicule isolé ou un ensemble de véhicules couplés.

CHAPITRE II
Transport de voyageurs

Article 2

1) Conformément à l'article 21 du règlement (CEE) no 516/72, et par dérogation aux articles 13, 14 et 16 du même règlement, la Partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve le lieu où les voyageurs sont pris en charge, délivre l'autorisation pour les services visés à l'article 5 du même règlement sans l'intervention de l'autre Partie contractante.

Copie de la décision prise est toutefois communiquée à l'autre Partie contractante.

2) En ce qui concerne les services occasionnels visés au règlement 117/66/CEE, la liste des voyageurs (point 6 de la feuille de route) peut être remplacée par l'indication du nombre des voyageurs.

CHAPITRE III

Transport de marchandises

Article 3

1) Le transport de marchandises, effectué conformément aux dispositions de l'article 1er, entre les territoires des deux Parties contractantes et en transit à travers leurs territoires, n'est pas soumis à autorisation.

2) Le transport de marchandises réalisé par des entreprises de transport qui ont leur siège dans l'une des Parties contractantes, qui est exécuté au départ du territoire de l'autre Partie contractante vers un pays tiers et vice-versa est interdit, sauf autorisation spéciale délivrée par les autorités compétentes de l'autre Partie contractante.

Article 4

1) Tout transport de marchandises doit être accom pagné d'une lettre de voiture internationale.

2) Tout transport pour compte propre doit êtr ccompagné de documents desquels il ressort qu'ie s'agit d'un transport pour compte propre.

CHAPITRE IV

Dispositions communes

Article 5

L'exécution sur le territoire d'une des Parties contractantes, par un transporteur de l'autre Partie contractante, d'un transport en régime inférieur, est interdite.

Article 6

Les documents visés par le présent Accord doivent se trouver à bord des véhicules et être présentés à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

Article 7

Les transporteurs et leur personnel sont tenus de respecter la réglementation en vigueur sur le territoire des Parties contractantes, notamment en matière de transport, de circulation routière, de douane et de police.

Article 8

1) Les deux administrations veillent au respect des dispositions de l'Accord et se communiquent la liste des infractions constatées et les sanctions proposées.

2) Dans les cas visés au paragraphe 1er du présent article, les autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise peuvent demander aux autorités compétentes de l'autre Partie contractante:

a) d'avertir le transporteur qui a commis l'infraction qu'en cas de récidive, l'entrée de ses véhicules peut être interdite temporairement sur le territoire de la Partie contractante où cette infraction a été commise,

b) d'informer le transporteur que l'entrée de ses véhicules sur le territoire de l'autre Partie contractante a été interdite temporairement.

3) Les autorités compétentes s'informent mutuellement des suites qui ont été données aux demandes de sanctions formulées.

Article 9

1) Les véhicules de transport de voyageurs et de marchandises. immatriculés sur le territoire de l'une des Parties contractantes, importés à titre temporaire sur le territoire de l'autre Partie contractante, sont dispensés de tous les impôts, taxes et autres charges imposés sur la circulation ou la possession des véhicules sur ce territoire.

2) Le paragraphe 1er ne s'applique par aux péages spécifiques ainsi qu'aux taxes et impôts de consommation du carburant excédant la capacité des réservoirs normaux des véhicules prévus par le constructeur.

3) Les pièces détachées exigées pour la réparation des véhicules déjà importés sont importées en admission temporaire sans paiement de taes et d'autres impôts et sans limitation.

Les pièces détachées remplacées seront déclarées à la douane ou elles seront réexportées ou détruites sous contrôle douanier.

Article 10

Toute Partie contractante indiquera à l'autre Partie contractante les autorités compétentes pour l'application du présent Accord.

Article 11

Pour permettre la bonne exécution des dispositions du présent Accord, les deux Parties contractantes instituent une commission mixte, composée de représentants de leurs autorités compétentes. Ladite commission se réunit à la demande de l'une des Parties contractantes, alternativement sur le territoire de chacune des Parties contractantes.

Article 12

Les Parties contractantes règlent les modalités d'application du présent Accord par un Protocole signé en même temps que l'Accord.

La commission mixte prévue à l'article 11 du présent Accord est compétente pour modifier, en tant que de besoin, ledit Protocole. Toute modification sera confirmée par un échange de notes diplomatiques.

Article 13

Le présent Accord entrera en vigueur un mois après que les Parties contractantes se seront informées mutuellement que la procédure légale d'approbation de l'Accord a été accomplie.

L'une ou l'autre des Parties contractantes peutdénoncer le présent Accord avec un préavis minimum de 90 jours.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Accord.

FAIT a Luxembourg, le 18 Octobre 1984 en double exemplaire, en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique,	Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

Protocole

relatif à l'application de l'Accord entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg concernant le transport routier de voyageurs et de marchandises.

Les autorités compétentes pour l'application de l'Accord sont les suivantes :

- pour la République Hellénique
  la Direction des transports,
  Service des transports internationaux,
  13, rue Xenophontos, Athènes
  télex : 222411 YSYG GR
  téléphone : 32 43 950 / 32 44 949,
- pour le Grand-Duché de Luxembourg
  le Ministère des Transports
  B.P. 590
  2910 Luxembourg
  télex : 3464 eco lu
  téléphone : 47 94 - 1

Fait à Luxembourg, le 18 Octobre 1984.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique,	Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΑΝΑΜΕΣΑ ΣΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ ΤΟΥ ΜΕΓΑΛΟΥ ΔΟΥΚΑΤΟΥ ΤΟΥ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ ΓΙΑ ΤΙΣ ΟΔΙΚΕΣ ΜΕΤΑΦΟΡΕΣ ΕΠΙΒΑΤΩΝ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

Η Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου επιθυμώντας να διευκολύνουν τις οδικές μεταφορές επιβατών και εμπορευμάτων που πραγματοποιούνται ανάμεσα στην Ελλάδα και το Λουξεμβούργο, καθώς και τη διαμετακόμιση μέσω των αντίστοιχων εδαφών τους,

Συμφώνησαν για τα ακόλουθα:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι.

Πεδία εφαρμογής και ορισμοί.

Άρθρο 1.

Η παρούσα Συμφωνία εφαρμόζεται για τη διεθνή μεταφορά επιβατών και εμπορευμάτων ανάμεσα στην Ελλάδα και το Λουξεμβούργο, καθώς και για την κυκλοφορία τράνζιτο μέσω του εδάφους του ενός από τα συμβαλλόμενα Μέρη, που εξασφαλίζονται:

α) από τις επιχειρήσεις μεταφορών που εδρεύουν στο έδαφος ενός από τα συμβαλλόμενα Μέρη και έχουν την άδεια, σύμφωνα με τους σχετικούς εθνικούς νόμους, να μεταφέρουν επιβάτες και εμπορεύματα οδικώς, για λογαριασμό άλλου ή για ίδιο λογαριασμό,

β) με οχήματα που έχουν εγγραφεί στα μητρώα του ενός από τα δύο συμβαλλόμενα Μέρη.

Ο όρος «όχημα μεταφοράς επιβατών» υποδηλώνει κάθε αυτοκίνητο όχημα το οποίο, σύμφωνα με τον τύπο κατασκευής του και τον εξοπλισμό του, μπορεί να μεταφέρει περισσότερα από 9 άτομα —συμπεριλαμβανομένου και του οδηγού— και προορίζεται για το σκοπό αυτόν.

Ο όρος «όχημα μεταφοράς εμπορευμάτων» υποδηλώνει κάθε αυτοκίνητο όχημα που έχει κατασκευαστεί για να χρησιμοποιείται για την οδική μεταφορά εμπορευμάτων. Για τους σκοπούς της παρούσας Συμφωνίας, ο όρος «όχημα» υποδηλώνει ένα μεμονωμένο όχημα ή ένα σύνολο συνδεδεμένων οχημάτων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ.

Μεταφορά επιβατών.

Άρθρο 2.

1) Σύμφωνα με το άρθρο 21 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 516/72, και κατά παρέκκλιση των άρθρων 13, 14 και 16 του ίδιου κανονισμού, το συμβαλλόμενο Μέρος στο έδαφος του οποίου βρίσκεται ο τόπος απ' όπου αρχίζει η υποχρέωση προς τους επιβάτες, παρέχει την άδεια για τις υπηρεσίες που προβλέπονται στο άρθρο 5 του ίδιου κανονισμού χωρίς τη μεσολάβηση του άλλου συμβαλλόμενου Μέρους.

Αντίγραφο της απόφασης που λαμβάνεται κοινοποιείται ωστόσο στο άλλο συμβαλλόμενο Μέρος.

2) Αναφορικά με τις ευκαιριακές υπηρεσίες που προβλέπονται στον κανονισμό 117/66/ΕΟΚ, ο κατάλογος των επιβατών (σημείο 6 του δρομολογίου) μπορεί να αντικατασταθεί με την ένδειξη του αριθμού των επιβατών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ.

Μεταφορά εμπορευμάτων.

Άρθρο 3.

1) Η μεταφορά εμπορευμάτων, που πραγματοποιείται σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 1, ανάμεσα στα εδάφη των δύο συμβαλλόμενων Μερών και διαμετακομιστικά μέσω των εδαφών τους, δεν υποβάλλεται σε παροχή άδειας.

2) Η μεταφορά εμπορευμάτων που γίνεται από επιχειρήσεις μεταφορών που έχουν την έδρα τους σ' ένα από τα συμβαλλόμενα Μέρη και η οποία εκτελείται από το έδαφος του άλλου συμβαλλόμενου Μέρους προς μία τρίτη χώρα και αντίστροφα απαγορεύεται χωρίς ειδική άδεια χορηγούμενη από τις αρμόδιες αρχές του άλλου συμβαλλόμενου Μέρους.

Άρθρο 4.

1) Κάθε μεταφορά εμπορευμάτων πρέπει να συνοδεύεται από διεθνή φορτωτική.

2) Κάθε μεταφορά για ίδιο λογαριασμό πρέπει να συνοδεύεται από έγγραφα από τα οποία να προκύπτει ότι πρόκειται για μεταφορά για ίδιο λογαριασμό.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV.

Κοινές διατάξεις.

Άρθρο 5.

Η εκτέλεση στο έδαφος ενός από τα συμβαλλόμενα Μέρη από μεταφορέα του άλλου συμβαλλόμενου Μέρους, μεταφοράς σύμφωνα με εσωτερικό καθεστώς απαγορεύεται.

Άρθρο 6.

Τα έγγραφα που αναφέρονται στην παρούσα Συμφωνία πρέπει να βρίσκονται μέσα στα οχήματα και να παρουσιάζονται κάθε φορά που τα ζητούν οι υπάλληλοι οι επιφορτισμένοι με τον έλεγχο.

Άρθρο 7.

Οι μεταφορείς και το προσωπικό τους είναι υποχρεωμένοι να τηρούν τους κανονισμούς που ισχύουν στο έδαφος των συμβαλλόμενων Μερών, κυρίως σε θέματα μεταφοράς, οδικής κυκλοφορίας, τελωνείων και αστυνομίας.

Άρθρο 8.

1) Οι δύο κυβερνήσεις μεριμνούν για την τήρηση των διατάξεων της Συμφωνίας και κοινοποιούν η μία στην άλλη τον κατάλογο των παραβάσεων που διαπιστώνονται και των κυρώσεων που προτείνονται.

2) Στις περιπτώσεις που προβλέπονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, οι αρμόδιες αρχές του συμβαλλόμενου Μέρους στο έδαφος του οποίου διαπράχθηκε η παράβαση μπορούν να ζητήσουν από τις αρμόδιες αρχές του άλλου συμβαλλόμενου Μέρους:

α) να ειδοποιήσουν το μεταφορέα που διέπραξε την παράβαση ότι σε περίπτωση υποτροπής, η εισοδος των οχημάτων του μπορεί να απαγορευθεί προσωρινά στο έδαφος του συμβαλλόμενου Μέρους όπου διαπράχθηκε η παράβαση αυτή·

β) να πληροφορήσουν το μεταφορέα ότι η είσοδος των οχημάτων του στο έδαφος του άλλου συμβαλλόμενου Μέρους έχει απαγορευθεί προσωρινά.

3) Οι αρμόδιες αρχές ενημερώνονται αμοιβαία για τις συνέχειες που δόθηκαν στις αιτήσεις κυρώσεων.

Άρθρο 9.

1) Τα οχήματα μεταφοράς ταξιδιωτών και εμπορευμάτων, τα οποία είναι καταχωρισμένα στο έδαφος του ενός εκ των συμβαλλόμενων Μερών και εισάγονται προσωρινά στο έδαφος του άλλου συμβαλλόμενου Μέρους, απαλλάσσονται από κάθε φόρο, δασμό και άλλα τέλη που επιβάλλονται στην κυκλοφορία ή την κατοχή των οχημάτων στο έδαφος αυτό.

2) Η 1η παράγραφος δεν εφαρμόζεται στα ειδικά διόδια καθώς και στους δασμούς και φόρους κατανάλωσης των καυσίμων που υπερβαίνουν τη χωρητικότητα των κοινών ρεζερβουάρ των οχημάτων που προβλέπονται από τον κατασκευαστή.

3) Τα απαιτούμενα εξαρτήματα για την επισκευή των ήδη εισαχθέντων οχημάτων εισάγονται με προσωρινή ατέλεια χωρίς καταβολή δασμών και άλλων φόρων και χωρίς περιορισμό.

Τα εξαρτήματα τα οποία θα έχουν αντικατασταθεί θα δηλώνονται στο τελωνείο ή θα επανεξάγονται ή θα καταστρέφονται κάτω από τελωνειακό έλεγχο.

Άρθρο 10.

Κάθε συμβαλλόμενο Μέρος θα υποδείξει στο άλλο συμβαλλόμενο Μέρος τις αρμόδιες αρχές για την εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 11.

Για να καταστήσουν δυνατή την καλή εκτέλεση των διατάξεων της παρούσας Συμφωνίας, τα δύο συμβαλλόμενα Μέρη συνιστούν μικτή επιτροπή, αποτελούμενη από εκπροσώπους των αρμόδιων αρχών τους. Η εν λόγω επιτροπή συνέρχεται κατόπιν αιτήσεως του ενός των συμβαλλόμενων Μερών, εναλλάξ στο έδαφος του καθενός εκ των συμβαλλόμενων Μερών.

Άρθρο 12.

Τα συμβαλλόμενα Μέρη ρυθμίζουν τους τρόπους εφαρμογής της παρούσας Συμφωνίας με Πρωτόκολλο το οποίο υπογράφεται συγχρόνως με τη Συμφωνία.

Η μικτή επιτροπή η οποία προβλέπεται στο άρθρο 11 της παρούσας Συμφωνίας είναι αρμόδια να τροποποιεί, εφόσον υπάρξει ανάγκη, το εν λόγω Πρωτόκολλο.

Κάθε τροποποίηση θα επιβεβαιώνεται με ανταλλαγή διπλωματικών διακοινώσεων.

Άρθρο 13.

Η παρούσα Συμφωνία θα τεθεί σε ισχύ ένα μήνα μετά την αμοιβαία πληροφόρηση των συμβαλλόμενων Μερών ότι η νόμιμη διαδικασία επικύρωσης της Συμφωνίας έχει ολοκληρωθεί.

Το ένα ή το άλλο εκ των συμβαλλόμενων Μερών μπορεί να καταγγείλει την παρούσα Συμφωνία με μια ελάχιστη προειδοποίηση 90 ημερών.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογεγραμμένοι, αρμοδίως εντεταλμένοι προς το σκοπό αυτόν, υπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

ΕΓΙΝΕ στο Λουξεμβούργο, στις 18 Οκτωβρίου 1984 εις διπλούν στη γαλλική γλώσσα.

Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας — Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

(Έπονται υπογραφές)

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

Σχετικό με την εφαρμογή της Συμφωνίας μεταξύ της Κυβέρνησης της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβέρνησης του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου, η οποία αφορά στην οδική μεταφορά ταξιδιωτών και εμπορευμάτων

Οι αρμόδιες αρχές για την εφαρμογή της Συμφωνίας είναι οι ακόλουθες:

Για την Ελληνική Δημοκρατία
Η Διεύθυνση μεταφορών
Υπηρεσία διεθνών μεταφορών
Οδός Ξενοφώντος αρ. 13, Αθήνα
Τέλεξ: 222411 YSYG GR
Τηλέφωνο: 3243950/3244949

Για το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου
Το Υπουργείο Μεταφορών
Τ.Θ 590
2910 Λουξεμβούργο
Τέλεξ: 3464 ECO LU
Τηλέφωνο: 4794—1

Έγινε στο Λουξεμβούργο, στις 18 Οκτωβρίου 1984

Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας — Για την Κυβέρνηση του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

(Έπονται υπογραφές)

Άρθρο δεύτερο.

Τα Πρωτόκολλα—Πρακτικά, που καταρτίζονται από τη Μικτή Επιτροπή του άρθρου 11 αυτής σε εκτέλεσή της, εγκρίνονται με κοινή πράξη των αρμόδιων κατά περίπτωση υπουργών.

Άρθρο τρίτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 17 Νοεμβρίου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ**
ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ — **ΚΩΣΤΑΣ ΜΠΑΝΤΟΥΒΑΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 20 Νοεμβρίου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1663

Κύρωση των Συμφωνημένων Πρακτικών για την ανάπτυξη και περαιτέρω προώθηση της οικονομικής, τεχνικής, μορφωτικής και επιστημονικής συνεργασίας μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Σοσιαλιστικής Λαϊκής Λιβυκής Αραβικής Τζαμαχιρίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος τα Συμφωνημένα Πρακτικά για την ανάπτυξη και περαιτέρω προώθηση της οικονομικής, τεχνικής, μορφωτικής και επιστημονικής συνεργασίας μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Σοσιαλιστικής Λαϊκής Λιβυκής Αραβικής Τζαμαχιρίας, που υπογράφτηκαν στην Τρίπολη στις 24.9.1984, των οποίων το κείμενο σε πρωτότυπο στην ελληνική γλώσσα έχει ως εξής:

Συμφωνημένα Πρακτικά.

Για την ανάπτυξη και περαιτέρω προώθηση της οικονομικής, τεχνικής, μορφωτικής και επιστημονικής συνεργασίας

μεταξύ της Σοσιαλιστικής Λαϊκής Λιβυκής Αραβικής Τζαμαχιρίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας.

Για να βελτιωθούν οι φιλικές σχέσεις και δεσμοί μεταξύ της Σοσιαλιστικής Λαϊκής Λιβυκής Αραβικής Τζαμαχιρίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας ο Πρωθυπουργός της Ελλάδας κ. Ανδρέας Γ. Παπανδρέου αποδέχθηκε επίσημη πρόσκληση του Πρωθυπουργού της Λιβύης Ταγματάρχη Τζαλούντ και επισκέφθηκε την Τζαμαχιρία σε μια επίσημη και φιλική επίσκεψη στις 28 και 29 Δουλχέζια 1393 που αντιστοιχεί στις 23 και 24 Σεπτεμβρίου 1984.

Μεταξύ των δύο Αντιπροσωπειών έγιναν σημαντικές διαπραγματεύσεις για την προώθηση της οικονομικής, τεχνικής, μορφωτικής και επιστημονικής τους συνεργασίας.

Τα Παραρτήματα 1 και 2 περιέχουν τα ονόματα των μελών των δύο Αντιπροσωπειών.

Οι συνομιλίες που έγιναν σε μια ατμόσφαιρα ειλικρινούς φιλίας και πλήρους κατανόησης είχαν τα ακόλουθα αποτελέσματα:

1. Προτεραιότητες στις ελληνικές εταιρείες.

Οι δύο πλευρές συμφώνησαν να δίδεται προτεραιότητα στις ελληνικές εταιρείες για να εκτελούν έργα στον τομέα των κατασκευών και βιομηχανίας, πολιτικά και στρατιωτικά τα οποία περιέχονται στο αναπτυξιακό πρόγραμμα της Τζαμαχιρίας, σύμφωνα με τις τοπικές συνθήκες και κανόνες.

Επίσης συμφωνήθηκε ότι οι ελληνικές εταιρείες θα κάνουν προτάσεις για τις διαδικασίες της αποπληρωμής που αφορούν τα κατασκευαστικά έργα, για δε τα βιομηχανικά έργα θα εξετάζονται και δυνατότητες χρηματοδότησης.

2. Οικονομική και εμπορική συνεργασία.

Με σκοπό την ανάπτυξη της οικονομικής και εμπορικής συνεργασίας οι δύο πλευρές θα καταβάλουν κάθε προσπάθεια να επιτύχουν το στόχο του ενός δισεκατομμυρίου δολλαρίων (1 δισ. δολλάρια) για κάθε πλευρά, εντός των προσεχών τριών ετών (1985 — 1986 — 1987) σε αμοιβαία βάση.

Σ' αυτό το πλαίσιο η Ελληνική πλευρά θα αγοράσει 3,0 έως 4,0 εκατομμύρια τόνους αργού πετρελαίου από τη Λιβύη στο διάστημα των τριών αυτών χρόνων. Σε συμπλήρωση η Ελληνική πλευρά θα αγοράσει επίσης από τη Λιβύη άλλα προϊόντα πετρελαίου, πετροχημικά και άλλα προϊόντα όπως χλωριούχο πολυβινίλιο, αλάτι, αμμωνία, είτε για την ελληνική αγορά είτε για τρίτες αγορές.

Η Λιβυκή πλευρά για να επιτύχει το συμφωνημένο στόχο θα προμηθεύεται αγαθά, υπηρεσίες και ειδικά μηχανήματα από την Ελλάδα και θα κατακυρώνει συμβόλαια σε εξειδικευμένες ελληνικές εταιρείες στον τομέα των κατασκευών και στον τομέα το βιομηχανικό για έργα τόσο πολιτικά όσο και στρατιωτικά.

Τα συμβόλαια αυτά θα γίνουν σύμφωνα με τη νομοθεσία και τους κανονισμούς των δύο χωρών, υπό την προϋπόθεση ότι οι τιμές θα είναι ανταγωνιστικές.

3. Τραπεζικά και χρηματοδοτήσεις.

Οι δύο πλευρές βεβαίωσαν τη συμφωνία τους να συνεργαστούν στον τραπεζικό τομέα και στον τομέα της χρηματοδότησης και να δημιουργήσουν τις αναγκαίες επαφές μεταξύ των λιβυκών και των ελληνικών τραπεζών.

Συμφωνήθηκε επίσης ότι εκπρόσωποι της Κεντρικής Τράπεζας Λιβύης και της Τράπεζας της Ελλάδος θα συναντηθούν τον Οκτώβριο 1984 για να υπογράψουν Τραπεζική Συμφωνία και να αναπτύξουν τη συνεργασία μεταξύ των δύο Τραπεζών.

4. Μικτές επενδύσεις.

Η Λιβυκή πλευρά επισήμανε ορισμένα προβλήματα τα οποία αντιμετωπίζουν οι μικτές ελληνο-λιβυκές εταιρείες.

Η Ελληνική πλευρά υποσχέθηκε να καταβάλει όλες τις αναγκαίες προσπάθειες για να βρεθούν ικανοποιητικές λύσεις στους τομείς των κινήτρων και των τραπεζικών διευκολύνσεων.

Η Λιβυκή πλευρά επισήμανε την περίπτωση επανεκτίμησης του κεφαλαίου της Αραβοελληνικής Τράπεζας και εζήτησε να ληφθούν όλα τα αναγκαία μέτρα από τις Ελληνικές Αρχές για την επίλυση του προβλήματος και για να μπορέσει η Τράπεζα να πετύχει τους σκοπούς και τα αντικείμενά τους.

Η Ελληνική πλευρά υποσχέθηκε να πάρει τα αναγκαία μέτρα για να λυθεί αυτό το πρόβλημα και εζήτησε από τη Λιβυκή πλευρά να εξετάσει σοβαρά την αύξηση του κεφαλαίου της Τράπεζας το οποίο είναι προϋπόθεση για την πραγματοποίηση των σκοπών της Τράπεζας.

5. Θαλάσσια αλιεία.

Και οι δύο πλευρές εξέφρασαν τη θέλησή τους να αναπτύξουν τη συνεργασία σ' αυτόν τον τομέα. Για το σκοπό αυτόν ειδικοί και από τις δύο πλευρές θα συναντηθούν για να μελετήσουν την πιθανότητα δημιουργίας μιας κοινής εταιρείας για θαλάσσια αλιεία, και αυτό, μετά τη συμπλήρωση των διαδικασιών ρευστοποιήσεως της προηγούμενης κοινής ελληνο-λιβυκής αλιευτικής εταιρείας.

6. Βιομηχανική συνεργασία.

Και οι δύο πλευρές θα εργαστούν για να δημιουργήσουν μια καρποφόρα και αποτελεσματική συνεργασία στο βιομηχανικό τομέα, να προωθήσουν την ανάπτυξη στον τομέα αυτόν και στις δύο χώρες.

Για το λόγο αυτό συμφωνήθηκαν τα εξής:

1. Συμφωνία στην κατασκευή εργοστασίων παραγωγής ζωοτροφών, κατασκευαστικών υλικών και αλεύρων στη Τζαμαχιρία από εξειδικευμένες ελληνικές εταιρείες.

2. Για να εξεταστεί η πιθανότητα συνεργασίας στον τομέα της βιομηχανίας αλουμινίου και οι δύο πλευρές εξέφρασαν το ενδιαφέρον τους να μελετήσουν τις δυνατότητες για εξαγωγή αλουμίνας στη Τζαμαχιρία και εξαγωγή των προϊόντων που θα παράγει το λιβυκό εργοστάσιο αλουμινίου.

3. Να μελετήσουν τρόπους συνεργατίας στον τομέα της βαρειάς βιομηχανίας και ειδικότερα στον τομέα μηχανημάτων παραγωγής πολυαιθυλενίου. Για το σκοπό αυτό λιβυκή αντιπροσωπεία θα επισκεφθεί την Ελλάδα μέσα στον Οκτώβρη του 1984 για να συζητήσει τις πρακτικές ενέργειες που απαιτούνται για την επίτευξη της συμφωνηθείσας συνεργασίας.

7. Γεωργία.

Οι δύο πλευρές εξέφρασαν την επιθυμία τους να προωθήσουν τη συνεργασία τους στον τομέα της γεωργίας, να ανταλλάξουν εμπειρογνώμονες και να χορηγήσουν υποτροφίες σε σπουδαστές.

Η Ελληνική πλευρά συμφώνησε να προμηθεύσει τη Λιβύη με δενδρύλλια οπωροφόρων δένδρων.

8. Μεταφορές και επικοινωνίες.

1. Ταχυδρομεία και τηλεπικοινωνίες.

Οι δύο πλευρές εξέφρασαν την ικανοποίησή τους για την υπάρχουσα συνεργασία τους στους τομείς των τηλεπικοινωνιών και των ταχυδρομικών υπηρεσιών. Επιβεβαίωσαν τη σημασία της παραπέρα ανάπτυξης και συνεργασίας τους και της ανάγκης να βρεθούν καινούργιοι τρόποι και μέθοδοι ανάπτυξης των επικοινωνιών μεταξύ της Τζαμαχιρίας και της Ελλάδας, όπως επίσης και με άλλες χώρες.

Η Λιβυκή πλευρά εκδήλωσε την επιθυμία της να επισκεφθούν τεχνικά ιδρύματα στη Λιβύη, ειδικευμένα στις τηλε-

πικοινωνίες και την πολιτική αεροπορία, έλληνες εμπειρογνώμονες ειδικευμένοι σε θέματα μετεκπαίδευσης και τεχνικής εκπαίδευσης.

Οι δύο πλευρές συμφώνησαν ότι η Λιβυκή πλευρά θα υποβάλει για μελέτη στην Ελληνική πλευρά λεπτομέρειες των αναγκών της και ότι η Ελληνική πλευρά θα απαντήσει σχετικά με τη δυνατότητα ικανοποίησης των λιβυκών αναγκών μέσα σε τρεις μήνες.

2. Πολιτική Αεροπορία

Η Λιβυκή πλευρά τόνισε την ανάγκη να λάβει την απάντηση της Ελληνικής πλευράς σχετικά με την έναρξη απευθείας επικοινωνίας μεταξύ του αεροδρομίου Μπενίν της Βεγγάζης και των Αθηνών.

Οι δύο πλευρές συμφώνησαν να συντονίσουν την εναέρια κυκλοφορία μεταξύ των δύο χωρών.

Οι δύο πλευρές συμφώνησαν να πραγματοποιηθεί στην Τρίπολη τον Οκτώβριο του 1984 συνάντηση εμπειρογνωμόνων των δύο χωρών για να συζητήσουν όλα τα θέματα που αφορούν το συντονισμό της εναέριας κυκλοφορίας μεταξύ των δύο χωρών και την ανταλλαγή πληροφοριών σε θέματα πολιτικής αεροπορίας με στόχο να υπάρξει συμφωνία εάν είναι δυνατό μέχρι το τέλος του 1984.

3. Συμφωνία θαλάσσιων μεταφορών.

Οι δύο πλευρές συμφώνησαν να οργανωθεί συνάντηση μεταξύ εμπειρογνωμόνων των δύο χωρών στην Τρίπολη τον Οκτώβριο του 1984 για να συνεχίσουν τις συζητήσεις σχετικά με τη Συμφωνία θαλάσσιων μεταφορών και να μελετήσουν τη δυνατότητα καθιέρωσης άμεσης θαλάσσιας επικοινωνίας μεταξύ των δύο χωρών.

9. Ηλεκτρισμός.

Οι δύο πλευρές συμφώνησαν να ανταλλάξουν πορίσματα ερευνών και μελετών στο χώρο της ενέργειας, όπως επίσης να οργανώσουν τεχνικές διαβουλεύσεις. Οι αρμόδιες αρχές και οργανισμοί θα συμφωνήσουν ειδικό πρόγραμμα για το σκοπό αυτόν.

Συμφωνήθηκε επίσης να προσκληθούν οι ειδικευμένες εταιρείες των δύο χωρών να συνεργασθούν για την εκτέλεση έργων στο χώρο της ηλεκτρικής ενέργειας και την ίδρυση κοινών επιχειρήσεων για την παραγωγή ηλεκτρολογικού υλικού και μηχανημάτων.

10. Εκπαίδευση.

Για να προωθήσουν τη συνεργασία τους σ' αυτόν τον τομέα οι δύο πλευρές συμφώνησαν τα ακόλουθα:

α) Η Λιβυκή πλευρά θα επωφεληθεί από εκπαιδευτικά προγράμματα και την εμπειρία της Ελληνικής πλευράς σε όλους τους τομείς.

β) Έλληνες ειδικοί σε εκπαιδευτικά θέματα θα προσκληθούν στη Λιβύη για να εργασθούν σε λιβυκά εκπαιδευτικά ιδρύματα σύμφωνα με τους όρους και τις συνθήκες που θα συμφωνηθούν μεταξύ των δύο Κυβερνήσεων.

11. Μορφωτικά.

Οι δύο πλευρές συμφώνησαν:

α) Να υπογράψουν το ταχύτερο δυνατό συμφωνία μορφωτικής και επιστημονικής συνεργασίας.

β) Να αναζητήσουν τους καλύτερους τρόπους για μια κοινή συνεργασία μεταξύ του Ελληνικού Ιδρύματος Μεσογειακών Μελετών και του Λιβυκού Διεθνούς Κέντρου Σπουδών του Πράσινου Βιβλίου.

γ) Να εξετάσουν τις δυνατότητες ιδρύσεως κοινού κέντρου μελέτης του πολιτισμού, της φιλοσοφίας και της ιστορίας.

Οι δύο πλευρές εξέφρασαν την πεποίθησή τους ότι τα αποτελέσματα που πέτυχαν θα αυξήσουν την αμοιβαία συνεργασία προς όφελος των δύο φίλων λαών και καλούν τη Μικτή Ελληνολιβυκή Διϋπουργική Επιτροπή Οικονομικής Επιστημονικής και Τεχνικής Συνεργασίας να εντείνει τις προσπάθειές της για την εφαρμογή των όσων συμφωνήθηκαν.

Συντάχθηκε στην Τρίπολη την 29 Δουλχέζια 1393, που αντιστοιχεί στην 24η Σεπτεμβρίου 1984, σε δύο αντίγραφα ένα αραβικό και ένα ελληνικό, που είναι εξίσου αποδεκτά σαν νομικά κείμενα.

Εκ μέρους της Ελληνικής Δημοκρατίας	Εκ μέρους της Σοσιαλιστικής Λαϊκής Λιβυκής Αραβικής Τζαμαχιρίας
(υπογραφή)	(υπογραφή)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Σύνθεση Ελληνικής Αντιπροσωπείας.

1. Ανδρέας Γ. Παπανδρέου, Πρωθυπουργός της Ελλάδας.

2. Κάρολος Παπούλιας, Υπουργός Αναπληρωτής Εξωτερικών.

3. Κωστής Βαΐτσος, Υπουργός Αναπληρωτής Εθνικής Οικονομίας.

4. Δημήτρης Μαρούδας, Υφυπουργός Προεδρίας της Κυβέρνησης.

5. Μανόλης Καφετζόπουλος, Πρέσβης της Ελλάδας στη Λαϊκή Σοσιαλιστική Λιβυκή Αραβική Τζαμαχιρία.

6. Χρήστος Μαχαιρίτσας, Διευθυντής Διπλωματικού Γραφείου Πρωθυπουργού.

7. Γιάννης Παπανικολάου, Διευθυντής Οικονομικού Γραφείου Πρωθυπουργού.

8. Αγγέλα Κοκκόλα, Διευθύντρια Ιδιαίτερου Γραφείου Πρωθυπουργού.

9. Κώστας Γεωργίου, Πρέσβης, Διευθυντής Α5 Διεύθυνσης Πολιτικών Υποθέσεων Υπουργείου Εξωτερικών.

10. Νίκος Καλατζιανός, Διευθυντής Διπλωματικού Γραφείου Υπουργού Αναπληρωτή Εξωτερικών.

11. Σούλης Αποστολόπουλος, Πρόεδρος της Ελληνικής Εταιρείας Διεθνούς Εμπορίου.

12. Αλέξανδρος Μαλλιάς, Α΄ Γραμματέας Πρεσβείας στην Ελληνική Πρεσβεία στην Τρίπολη.

13. Νίκος Γαριλίδης, Ακόλουθος Πρεσβείας στο Διπλωματικό Γραφείο Πρωθυπουργού.

14. Λουκιανός Καρώνης, Εμπορικός Ακόλουθος στην Ελληνική Πρεσβεία στην Τρίπολη.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ.

Σύνθεση Λιβυκής Αντιπροσωπείας.

Ταγματάρχης Αμπντ ελ Σαλάμ Τζαλούντ Μούσα αμπου Φρέουα, Γραμματέας της Γενικής Λαϊκής Επιτροπής για την οικονομία και την ελαφρά βιομηχανία.

Φάουζι ελ Σαξούκι, Γραμματέας της Γενικής Λαϊκής Επιτροπής Σχεδιασμού.

Μωχάμετ ελ Μαμπρούκ, Γραμματέας της Γενικής Λαϊκής Επιτροπής Δημόσιας Υπηρεσίας.

Νούρι Μπετελμάλ, Διευθυντής της Διεύθυνσης Συνεργασίας.

Αμπτάλλα Αμπουμαχάρα, Γραμματέας της Λαϊκής Επιτροπής της Σοσιαλιστικής Λαϊκής Λιβυκής Αραβικής Τζαμαχιρίας στην Αθήνα.

Σαλίμ ελ Μεντίνι, Γραμματέας Μεταφορών.

Χουμέϊντα ελ Χούσχι, Λιβυκή Αραβική Εταιρεία Εξωτερικών Επενδύσεων.

Αλ Σαντέκ Αμπου Σαμέχα, AL BREGA COMPANY, για τη διεθνή Γραμματεία Σχεδιασμού Μάρκετινγκ.

Αουαντ μπέν Μούσα, Γραμματεία Σχεδιασμού.

Μαχμούντ ελ Μπελάζι, Γραμματεία Σχεδιασμού.

Μωχάμετ Λιάς, Εξωτερική Λιβυκή Αραβική Τράπεζα.

Μουστάφα Μαννκούσα, Γραμματεία Αγροτικής προβολής.

Αμρσ ελ Άραμπι, Γραμματεία Βαριάς Βιομηχανίας.

Μιλούντ ελ Γκατγκούντ, Γραμματεία Ηλεκτρισμού.

Μωχάμετ Τζαμάλ Γκαλάλι, Γενικός Διευθυντής στο Λαϊκό Γραφείο για εξωτερικό σύνδεσμο.

Αλι ελ Σαμίς, Γενικός Διευθυντής στο Λαϊκό Γραφείο για εξωτερικό σύνδεσμο.

Χαλίντ Ντιαχάν, Γενικός Διευθυντής στο Λαϊκό Γραφείο για εξωτερικό σύνδεσμο.

Χαλίφα Όμαρ ελ Άτρας, Γενικός Διευθυντής στο Λαϊκό Γραφείο για εξωτερικό σύνδεσμο.

Σαλίμ ελ Αμάρι, Γραμματεία Στέγασης.

Μιλούντ άμπου Γκάσα, Γραμματεία Ηλεκτρισμού.

Ιμπραήμ ελ Τάχερ Μουταουία, Γραμματεία Παιδείας.

Αγιαντ Μωχάμετ ελ Ταλίσι, Λιβυκή Αραβική Εταιρεία εξωτερικών Επενδύσεων.

Ραμαντάν Νασρ Αμπου Τζεουέϊντα, Γραμματεία Κοινωνικής Ασφάλισης.

Αμπουζέντ ελ Μπάστι, Διεύθυνση Φόρων.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 17 Νοεμβρίου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΗΣ ΤΣΟΒΟΛΑΣ

ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΓΙΑΝΝΗΣ ΠΟΤΤΑΚΗΣ

ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ, ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ
ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΣ ΠΕΠΟΝΗΣ

ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΚΩΣΤΑΣ ΜΠΑΝΤΟΥΒΑΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΚΩΣΤΑΣ ΣΗΜΙΤΗΣ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
ΑΝΤΩΝΗΣ ΤΡΙΤΣΗΣ

ΠΕΡΙΒΑΛΛΟΝΤΟΣ, ΧΩΡΟΤΑΞΙΑΣ ΚΑΙ ΔΗΜ. ΕΡΓΩΝ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΚΟΥΛΟΥΜΠΗΣ

ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΒΑΣΙΛΗΣ ΣΑΡΑΝΤΙΤΗΣ

ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
ΣΤΑΘΗΣ ΑΛΕΞΑΝΔΡΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 20 Νοεμβρίου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ